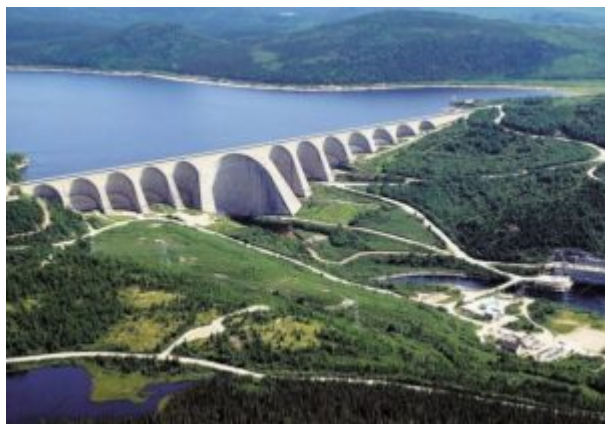




L'appréciation de l'écologie fluctue selon les pays et les nécessités. C'est ce qui rend en France les croyances sur l'eau peu crédibles, alors que les sujets vitaux font consensus : usage du charbon, produits pétroliers et chimiques, sécurité alimentaire, océans... Les écologistes français ont loupé leur transition et l'occasion de porter le drapeau de tous les environnementalistes.

Ils n'échapperont pas à un brainstorming car leurs postures s'opposent clairement à l'intérêt général quand il s'agit de transition énergétique (ils sont farouchement opposés à l'hydroélectricité) et de gestion quantitative de l'eau (ils sont très hostiles aux plans d'eau). Comment être crédibles en prônant une réduction de la consommation alors que les besoins augmentent et que 100 milliards de m³ retournent, perdus, à la mer? Ces divergences politiques fondamentales ne sont pas durables.

L'hydroélectricité, fierté des verts ?

Le Journal de Montréal. Mario Dumont le 24 avril 2019

Quelle opportunité et quelle fierté ! Le maire de New York profite du Jour de la Terre pour présenter ses visées ambitieuses en matière environnementale, et il cite notre hydroélectricité comme source privilégiée. Il souhaite signer à court terme un accord d'approvisionnement pour alimenter toutes les installations de cette ville géante.

Les exportations d'électricité constituent une opportunité fabuleuse pour le Québec. Nous réalisons un fabuleux doublé. En exportant de l'électricité propre qui remplace des génératrices au charbon ou aux hydrocarbures,

nous rentrons de l'argent chez nous et nous sortons de la pollution du continent.

Et lorsqu'on dit faire rentrer de l'argent, c'est du sérieux. On négocie des contrats à long terme à coup de milliards de dollars, de quoi aider à financer nos services publics. Il s'agit de véritable argent *neuf*. Quand Hydro-Québec hausse ses profits par une augmentation des tarifs ou grâce à un hiver très froid, c'est simplement l'argent des Québécois qui tourne en rond chez nous.

La Baie James

Voilà qui nous ramène à ce qui apparaît aujourd'hui comme l'un des meilleurs choix stratégiques de l'histoire du Québec : la construction de grands barrages pour produire de l'électricité dans le Nord. Grâce à cette décision, nous avons un approvisionnement énergétique fiable et payons les plus bas tarifs en Amérique du Nord (on l'oublie parfois).

Grâce à cette décision, nous avons aussi un bilan d'émission de CO² très avantageux par rapport à tous nos voisins. Plus fort encore, nous sommes en mesure d'exporter pour aller améliorer le bilan écologique des juridictions voisines.

Les écologistes reconnaissent généralement les vertus de l'hydroélectricité dans le contexte de la lutte aux changements climatiques. Or, je me permettrai un brin de mise en contexte historique. Lorsque Robert Bourassa faisait la promotion des grands projets de barrage, les écologistes de l'époque se plaçaient surtout du côté des opposants.

À l'exception de quelques visionnaires comme Pierre Dansereau, cette idée de harnacher des rivières et d'inonder de grandes superficies recevait un accueil glacial dans les milieux dits de gauche.

Opposants

Personnellement, j'ai un souvenir précis de l'époque où le projet Grande-Baleine était dans l'air. Sur quoi portaient alors les manifestations d'écologistes du dimanche après-midi ? On s'opposait au développement hydro-électrique. Tous les arguments convergeaient pour dire que les grands

barrages constituaient un désastre pour la planète.

Si le Québec se retrouve aujourd'hui dans une position exceptionnelle de leadership, c'est parce que des gens comme Robert Bourassa n'ont pas écouté les écologistes ni cédé à leurs pressions. L'énergie propre et renouvelable issue du Nord québécois n'est pas une réalisation des militants environnementalistes. Elle s'est faite à leur corps défendant.

Encore récemment, lors de la préparation du projet La Romaine, la Fondation Rivière et la Société pour vaincre la pollution se plaçaient du côté des opposants.

Si nous signons ce contrat avec New York et livrons ce qui est signé avec le Massachusetts, il faudra construire un autre grand projet.